

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 13/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)

ZI Rue de l'Europe
BP 80236
57370 Phalsbourg

Références : 2026-96
Code AIOT : 0005402438

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC) implanté ZAE de Boulouze 21110 Fauverney. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une modification des conditions d'exploiter du site qui consiste à implanter un stockage de batteries neuves. L'exploitant a informé l'Inspection le 27 janvier 2026 par courriel, que le stockage était réalisé sur le site. L'Inspection a réalisé une visite réactive afin d'identifier les études menées en amont et les conditions de stockages des batteries.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)

- ZAE de Boulouze 21110 Fauverney
- Code AIOT : 0005402438
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

FM Logistic France possède 30 plates-formes en France, dont une à Fauverney. La société est en activité depuis 53 ans.

Le site est un entrepôt logistique, classé SEVESO seuil-haut pour les produits stockés relevant de la rubrique 4510 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Système de Gestion de la Sécurité (SGS) - Gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Mise à jour de l'étude de dangers et des procédures internes	Code de l'environnement du 02/02/2026, article L.181-25	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas réalisé, conformément aux arrêtés ministériels des 26 mai 2014 et 29 septembre 2005 et à sa procédure interne de gestion des modifications, la mise à jour des études permettant d'identifier les causes et les conséquences d'un accident dans la cellule contenant les batteries et conduisant à compléter le cas échéant les dispositions techniques et/ou organisationnelles nécessaires à la maîtrise des risques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de Gestion de la Sécurité (SGS) - Gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des modifications
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.

Constats :

Dans le cadre de son système de gestion de la sécurité (SGS), l'exploitant a mis en place une procédure afin d'encadrer la gestion des modifications réalisées sur son site (M6-Procédure-00905-France-V5).

Cette procédure indique :

- *"Le processus de gestion de modification couvre l'ensemble des modifications possibles, quel que soit leur caractère. Au terme de l'évaluation, 3 impacts peuvent être mesurés [...] Impact critique : modification nécessitant une autorisation préalable au démarrage des activités par les autorités et / ou ayant un impact direct sur la qualité d'un produit (identité, efficacité, sécurité, stabilité). Le processus de gestion des modifications doit comprendre à minima, l'analyse de risques, les éléments requis de qualification / validation ainsi qu'une action de vérification de l'efficacité par le comité. Impossible de lancer le changement en l'état"*

La modification visant à réaliser un stockage de batteries au sein de la cellule 3 entre dans le champs d'application de la procédure de gestion des modifications du SGS de l'exploitant.

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre l'analyse de risques réalisée dans le cadre de cette procédure de gestion des modifications. L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'analyse des risques correspondait à la modélisation des flux thermiques réalisée par l'Ineris. Afin de s'assurer que la commande passée à l'Ineris correspondait bien à une analyse des risques, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre cette commande. L'exploitant a indiqué à l'inspection que la commande passée ne correspondait pas à une analyse des risques mais uniquement à une modélisation des flux thermiques générés en cas d'incendie du stockage de batteries. L'exploitant n'a pas voulu fournir à l'inspection la commande de la prestation passée à l'Ineris.

Non-conformité majeure :

L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse de risques comme cela est défini dans sa procédure de gestion des modifications susmentionnée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mise à jour de l'étude de dangers et des procédures internes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/2026, article L.181-25

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers et des procédures interne

Prescription contrôlée :

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas

d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

Article R. 181-46 du code de l'environnement

II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation

Article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2008

La composition d'une palette type a été fixée comme suit dans les hypothèses de l'étude de dangers : 30 kg de bois, 1 à 20 kg de plastique d'emballage, 100 kg de carton, 350 kg de produit classé.

L'exploitant est tenu au respect de cette composition. [...] En cas de modification de cette composition, l'exploitant devra préalablement mettre à jour son étude de dangers et la soumettre pour avis à l'inspection des installations classées.

Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées :

Article 7:

2. Analyse de risques

L'analyse de risques, au sens de « l'article L. 181-25 » du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants

3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques

L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle

justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques.

Article 9 :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité :

Article 2 :

Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.

L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.

A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.

Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables

Article 9 :

L'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques et d'effets liés à l'impact d'un projectile, pour les hommes et les structures.

Constats :

Contexte :

En application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis en juin 2025 un porter à connaissance d'une modification relative à un stockage de batteries lithium de types NMC (nickel manganèse cobalt) et LFP (lithium fer phosphate). L'exploitant a considéré que ce stockage était comparable à un stockage de plastiques relevant de la rubrique 2662 de la nomenclature des installations classées.

Une demande de compléments a été transmise en juillet 2025 à l'exploitant, lui demandant notamment de compléter son dossier en apportant des éléments relatifs à une analyse de risque/étude de dangers :

- justifier les données contenues dans le dossier (niveau de charge des batteries, l'emplacement, les conditions de stockages, etc.) ;
- réaliser une analyse de risques en tenant compte des caractéristiques des batteries et du retour d'expérience ;
- définir les moyens incendie mis en œuvre sur le site (type et dimensionnement) ;
- définir le confinement des eaux d'extinction incendie sur le site ;
- mettre en place de(s) barrière(s) de sécurité efficace(s) vis à vis des risques identifiés ;
- justifier les paramètres retenus dans la modélisation des effets thermiques de l'incendie d'un stockage de batteries ;
- réaliser une modélisation des effets toxiques des fumées.

L'exploitant a apporté en septembre 2025 un complément à son dossier d'origine (actuellement en cours d'analyse par l'inspection).

Dans un mail du 27 janvier 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le stockage de batteries était actuellement réalisé sur le site. Suite à cette information, l'inspection a réalisé le 2 février 2026 une inspection réactive afin de s'assurer que l'exploitant avait réalisé la mise à jour de son étude de danger et de ses procédures internes, et avait mis en place les actions définies dans ses études.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que les batteries sont stockées sur le site de Fauvernay depuis fin juin 2025.

Éléments d'analyse de la modification projetée et mise en œuvre du projet sur site :

L'article L.181-25 du code de l'environnement prévoit que : *" Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents".*

Les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté du 26 mai 2014 et des articles 2 et 9 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susmentionnés définissent en particulier, les éléments devant figurer dans l'étude de danger.

L'exploitant a présenté à l'inspection uniquement une modélisation des effets thermiques de l'incendie du stockage de batteries qu'il assimile à un stockage de plastiques.

Il n'a pas réalisé d'analyse de risques, n'a pas pris en compte le retour d'expérience, n'a pas dimensionné ses moyens incendie et sa stratégie de défense incendie en fonction des caractéristiques spécifiques du stockage de batteries, n'a pas réalisé d'évaluation de la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux devant être définie dans le cadre de l'analyse des risques, n'a pas réalisé de modélisations des effets toxiques du stockage de batteries.

De plus, l'inspection a constaté que les batteries étaient stockées dans la cellule 3, au niveau des racks 312, 313, 314 et 315 présentant 6 niveaux, sur une hauteur de stockage d'environ 10,7 mètres. Ces données ne correspondent pas aux paramètres de modélisation des flux thermiques retenus. Des produits relevant de la rubrique 1510 sont également stockés dans les autres allées (301 à 311 et 316 à 319) de la cellule 3 ainsi que des produits relevant de la rubrique 4510 (cf. ci-dessous).

L'exploitant a transmis à l'inspection l'état des stocks des produits stockés sur site le jour de la visite d'inspection. Cet état des stocks indique que les batteries présentes sur site sont toutes stockées dans la cellule 3 dans les allées 312, 313, 314 et 315. L'état des stocks indique également

que l'exploitant stocke 504 litres de produits (Domestos Gel 1L original) relevant de la rubrique 4510 (Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1) de la nomenclature des installations classées, dans la même cellule que les batteries (allée 306). Ces produits sont susceptibles notamment en cas d'incendie de produire des effets toxiques. En complément, en cas de mise en contact entre les batteries et ces produits une réaction chimique est susceptible de se produire. L'exploitant n'a pas réalisé d'étude spécifique.

L'exploitant n'a pas étudié les risques que pouvaient générer le stockage des batteries avec des produits relevant de la rubrique 4510, en cas d'accident sur le site.

L'exploitant a transmis à l'inspection, les documents du producteur chinois des batteries indiquant que les batteries présentaient un taux de charge inférieur à 30%. Ce document est rédigé à la fois en chinois et en anglais. L'exploitant ne dispose pas de document en français.

Non-conformité majeure :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que :

- le stockage des batteries n'est pas réalisé dans les conditions décrites dans son dossier ;
- l'exploitant, pour son stockage de batteries, n'a pas étudié les éléments prévus par les prescriptions de l'article 7 (paragraphe 2. et 3.) de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et des articles 2 et 9 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susmentionnés ;
- l'exploitant n'a pas défini la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie du stockage de batteries et ne l'a pas intégrée à son plan d'opération interne contrairement aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014;

Non conformité :

L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks qui indique les mentions de dangers des produits stockés conformément à l'article 50-1 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susmentionné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observations complémentaires :

L'exploitant disposera de l'ensemble des documents justifiant le contenu de l'étude de danger en français.

L'exploitant mettra en place des actions afin de s'assurer que le taux de charge des batteries présentes sur son site, est bien inférieur à 30%.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois